



DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME

EN EUROPE ORIENTALE ET DANS
L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

N° 26

JANVIER-FÉVRIER 2018

« VILLES ET TERRITOIRES : DANS LES REMOUS DU POLITIQUE »

Éditorial

Il sera, hélas, encore question de la Pologne : le 26 janvier dernier, la veille de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, la Diète vote une loi qui vise à condamner quiconque « attribue à la nation polonaise ou à l'État polonais une responsabilité ou une coresponsabilité pour les crimes nazis commis par le Troisième Reich [...], ou bien pour d'autres crimes de guerre ou crimes contre l'humanité ». Cette mesure qui s'inscrit dans la lignée de la lutte politique et diplomatique contre l'expression « camps d'extermination polonais », entamée par le précédent gouvernement, signe une nouvelle étape de la politique historique de l'actuel gouvernement autoritaire et nationaliste du PiS. Elle légitime dans le domaine légal les attaques juridiques qu'ont subi les historiens comme Jan Gross de l'université de Princeton ou Jan Grabowski de l'université d'Ottawa pour avoir travaillé sur la collaboration polonaise avec le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale, ainsi que sur son impact en termes de crimes antisémites. Des attaques *ad*

hominem concernent également des chercheurs travaillant sur ces questions en France.

Cette mesure législative participe d'une réécriture de l'histoire qui exonère les Polonais (« non juifs ») de toute responsabilité dans le génocide, réécriture qui survalorise les brigades armées anti-communistes, dont certaines se sont inscrites dans l'histoire pour leur antisémitisme en actes, réécriture qui exonère encore la société polonaise de tout antisémitisme au moment de la campagne haineuse de 1968, orchestré par le gouvernement d'alors et considéré de ce fait comme totalement exogène au pays.

Dans ce contexte, il est urgent de soutenir tout effort en France comme en Pologne pour contrer les attaques qui visent la liberté de la recherche, la construction d'une narration unique, homogène, identitaire et nationale catholique, narration qui participe de la promotion d'une conception de la citoyenneté fermée, exclusive, agressive.

E. T.

Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898



SOMMAIRE

Éditorial

p. 01

Actualité

Arrestation du responsable du bureau régional de Memorial en Tchétchénie, Oyoub Titiev, par Anna Hasting p. 03

Dossier « Villes et territoires : dans les remous du politique »

Empire, soviétisme : héritages des inégalités urbaines. Entretien avec André Filler autour de *La ville dans l'espace post-soviétique. (Géo)politique critique d'une transformation urbaine* p. 04

Trois enjeux de durabilité pour les espaces urbains post-soviétiques, par Clémentine Cottineau p. 05

De Moscou et Saint-Pétersbourg : les petites et moyennes municipalités face aux grands projets fédéraux d'infrastructures, par Vladimir Pawlotsky p. 08

Tchétchénie : l'aménagement du territoire comme mode de règlement du conflit, par Camille Garin p. 11

Les enjeux liés à la restitution des biens nationalisés après la Seconde Guerre mondiale : le cas de Varsovie (Pologne), par Magdalena Górczyńska p. 12

Vivre dans les marges. Pratiques de l'habiter et rapport à l'espace des Roms en Bulgarie, par Alexandra Clavé-Mercier p. 15

Lire

Atlas historique de la Russie. D'Ivan III à Vladimir Poutine de François-Xavier Nérard et Marie-Pierre Rey p. 19

Atlas de la guerre froide 1947-1990. Un conflit global et multiforme de Sabine Dullin, Stanislas Jeannesson et Jérémie Tamiatto p. 19

Archipel des savants. Histoire des anciennes villes d'élite du complexe scientifique soviétique de Kevin Limonier p. 20

Métamorphoses de la Russie depuis 1953, douze grands témoins racontent de Marc Crépin p. 21

La Russie de Poutine en 100 questions, de Tatiana Kastouéva-Jean p. 22

Equipe de rédaction : Ewa Tartakowsky, Camille Coatalem-Serikoff, Camille Garin et Viviane Tourtet.

► Contribuer à la « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique »

Vous pouvez proposer votre collaboration en écrivant à communication@ldh-france.org, en mentionnant en objet « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique ».

Actualité

Arrestation du responsable du bureau régional de Memorial en Tchétchénie, Oyoub Titiev

Par Anna Hastings

La police de Tchétchénie a arrêté arbitrairement le 9 janvier 2018 Oyoub Titiev, le responsable du bureau régional de l'ONG russe Memorial, sur la base d'accusations de détention de stupéfiant construites de toutes pièces, ont déclaré le 11 janvier 2018 Amnesty International, Front Line Defenders, la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH) et l'Organisation mondiale contre la torture dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, le Comité Helsinki Norvège et International Partnership for Human Rights (IPHR).

Fondé par le dissident Andreï Sakharov en 1989, le centre Memorial enquête sur des crimes et violations des droits de l'Homme commis en Russie. La représentation de l'ONG à Grozny est spécialisée sur la période des deux guerres de Tchétchénie (1994-1996 et 1999-2000) et recense les disparitions, actes de torture et autres violations des droits de l'Homme. Oyoub Titiev en a pris la tête suite à l'assassinat de l'ancienne directrice, Natalia Estemirova, en 2009. L'organisation a récemment été contrainte de s'enregistrer comme « agent de l'étranger ».

L'ONG Memorial subit régulièrement des attaques contre ses membres et ses différentes antennes. Le 17 janvier dernier, son bureau à Nazran, en Ingouchie, a été touché par un incendie criminel, détruisant ordinateurs et documents. Le 23 janvier 2018 à Makhatchkala, au Daghestan, la voiture de représentation de l'ONG a été attaquée au cocktail molotov. Le Président de la branche carélienne de Memorial, Youri Dmitriev, a été arrêté et emprisonné, sur des accusations dites calomnieuses, pour pédopornographie à la fin de l'année 2017. Le 28 janvier 2018, il a été libéré et assigné à résidence¹. Pour Oleg Orlov, un représentant de l'ONG, il est devenu « pratiquement impossible » pour les militants des droits de l'Homme de travailler dans la région. Oyoub Titiev et sa

famille parlent d'une histoire montée de toute pièce. D'après l'activiste, le sac rempli de 180 grammes de cannabis a été mis dans son véhicule par la police. De même, de nombreux défenseurs des droits de l'Homme se sont indignés contre cette arrestation. Pour Etakerina Sokirianskaïa, responsable de la zone Russie/Caucase à International Crisis Group, cette arrestation vise à chasser Memorial de Tchétchénie et « toutes les graines de militantisme encore présentes ». Les autorités à majorité musulmane, a-t-elle ajouté, ont durci leur discours contre les militants des droits de l'Homme depuis que les États-Unis ont imposé des sanctions en décembre au Président tchétchène, Ramzan Kadyrov, pour violations des droits de l'Homme. À 60 ans, Oyoub Titiev risque jusqu'à dix ans de prison. Placé en détention pour deux mois, jusqu'au 9 mars, sa détention pourrait être prolongée en attendant le procès.

1. Voir le numéro 25 de la « Lettre des droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique ».

Dossier « Villes et territoires : dans les remous du politique »

Empire, soviétisme : héritages des inégalités urbaines. Entretien avec André Filler autour de *La ville dans l'espace post-soviétique*.

(Géo)politique critique d'une transformation urbaine

Propos recueillis par Ewa Tartakowsky

Dans l'ouvrage que vous dirigez avec Sofia Tchouikina, vous présentez les évolutions de la ville dans l'espace post-soviétique. Y sont passées au crible Moscou, Riga, Bakou, Sébastopol, Baïkanour, Astana, Cerepovec... autant de réalités diverses et pourtant ancrées dans « des logiques d'évolution héritées des régimes précédents ». Quelles sont ces logiques ?

Le pluriel du mot n'est pas fortuit. En effet, le tissu urbain de l'espace post-soviétique hérite à la fois des caractéristiques de l'empire tsariste et de la superpuissance soviétique à des stades d'évolution divers. De la période impériale est restée la notion de ce que j'appellerais la « ville-ponctuation » : des espaces urbains concentrés, fondés afin de contrôler politiquement et économiquement le plus grand territoire étatique ininterrompu du globe. De l'époque soviétique demeure ce que Yann Richard, professeur à Paris I, qualifie de « *transformations territoriales soviétiques* » : « *exode rural, urbanisation rapide, création d'une trame urbaine spécifique et inédite, industrialisation, homogénéisation spatiale de la société* ». On ne saurait mieux définir cet héritage. Ce que nous souhaitons démontrer dans notre ouvrage à travers des études de cas aussi variées, c'est la pérennité de ces deux héritages, indépendamment de l'évolution politique et géopolitique des ex-républiques soviétiques. En voici un exemple. Tallinn, capitale de l'Estonie, État le plus connecté de l'Europe, le premier à adopter dans l'espace post-soviétique le mariage pour tous. À 10 000 km de là, la ville d'Achgabat au Turkménistan, dictature fermée et obscurantiste. Or, si je vous montre des photos de la banlieue de Tallinn et de celle d'Achgabat, seule la végétation pourrait les différencier. L'urbanisme a façonné l'espace post-soviétique en lui donnant sa physionomie et son unité, quitte à l'uniformiser.

Comment la construction territoriale et urbaine s'articule-t-elle aux objectifs politiques ou géopolitiques ?

Vaste question ! Entre les villes-forteresses à vocation stratégique et les villes-vitrines à vocation touristique, il existe un dénominateur



commun, l'expression de la puissance. Qu'elle soit molle (le *soft power* de Joseph Nye, invention géniale mais galvaudée de nos jours) ou des plus dures, citons les villes-martyres de l'Ukraine orientale, naguère fleuron de l'urbanisme fonctionnel de l'URSS. Mais aménager un espace urbain, c'est aussi conjuguer des intérêts multiples à l'échelle locale et régionale : depuis les communautés ethniques jusqu'aux familles politiques se disputant le pouvoir, en passant par la société civile ou le monde de la pègre. Le film *Léviathan* d'Andreï Zviaguintsev doit son succès non seulement aux beautés des paysages du nord de la Russie mais également à cette relecture imagée et grand public de Hobbes.

Quelles sont les modifications qu'impulse le pouvoir soviétique ? Pour quels objectifs ? Et sont-ils atteints ?

D'abord, il faut distinguer au moins deux périodes d'urbanisme soviétique : avant et après Staline. L'urbanisme stalinien reprend le langage esthétique de l'architecture totalitaire de son époque. Aujourd'hui d'ailleurs, ce patrimoine est réévalué dans l'espace post-soviétique tout comme celui du fascisme en Italie ou du franquisme en Espagne. Tantôt avant-gardiste, tantôt néoclassique, cet urbanisme cultive le raffinement de constructions de prestige tout en délaissant l'aspect social et solidaire de la ville. Au moment où est achevé le métro de Moscou, sans doute le plus impressionnant

du monde, près de 90 % des citoyens en Russie vivent dans des appartements communautaires pouvant abriter jusqu'à 70 personnes. En 1999, dans la Fédération de Russie, restaient encore 746 000 appartements communautaires. Certes, ces vestiges du passé sont en train de disparaître. Mais si les infrastructures de la ville post-soviétique sont en pleine modernisation, les archaïsmes ont perduré jusqu'à une période récente... L'invention soviétique principale reste la ville-monofonctionnelle : une infrastructure urbaine créée *ad hoc* autour d'une activité spécifique tels l'économie, l'éducatif, le loisir balnéaire ou le carcéral, souvent liée d'ailleurs aux industries de matière première. Il suffit de traverser la Russie en Transsibérien pour comprendre cette dimension. Ce modèle s'est systématiquement étendu à d'autres républiques soviétiques.

Vous mentionnez deux pratiques régulatrices du social : l'enregistrement (*propiska*) et l'attribution du logement. De quoi s'agit-il et sont-elles toujours d'actualité ?

De ces deux pratiques spécifiques à l'urbanisme soviétique, seul l'enregistrement subsiste aujourd'hui. La société soviétique était relativement peu mobile à l'intérieur du pays. N'oublions pas que les ouvriers n'ont reçu l'autorisation de libre circulation sur le territoire soviétique qu'à la fin des années 1950. Tandis que la majorité des ruraux a dû attendre pour cela 1974. L'enregistrement servait à l'époque soviétique à contrôler les flux migratoires. Aujourd'hui, sa fonction est essentiellement économique, liée au protectionnisme des grandes villes, soucieuses de maintenir leur marché du travail. Arriver à obtenir l'enregistrement moscovite reste pour un jeune homme ou une jeune femme de province un graal souvent inaccessible. Là-dessus se greffe un problème nouveau, celui de l'immigration ethnique, fournissant la main-d'œuvre dans certains domaines. Il est intéressant d'observer comment l'on combat des problèmes nouveaux – la crise migratoire, la ghettoïsation ethnique – avec des moyens issus d'un autre temps. Quant à l'attribution du logement, instrument majeur de coercition ou de promotion sociale à partir de la création du parc immobilier moderne par Nikita Khrouchtchev dès le milieu des années 1950, il a disparu avec le système qui l'avait engendré.

Vous écrivez que « la période post-soviétique est caractérisée par le renouveau du symbolisme patrimonial urbain ». Comment cette pratique d'aménagement territorial et urbain s'articule-t-elle aux enjeux identitaires ? Quels sont les éléments qu'on patrimonialise au détriment de quels autres ?

Les enjeux patrimoniaux sont par essence des enjeux mémoriels. Le patrimoine n'est que le souvenir incarné par la pierre. Chacun des États post-soviétiques, mais aussi les régions

non russes de la Fédération de Russie, tels le Tatarstan, la Tchétchénie ou encore la Bouriatie bouddhiste, vivent un besoin pressant d'affirmer leur identité nationale après la politique de yoyo des autorités centrales à l'égard des populations allogènes. Ce qu'on oublie souvent, c'est que les Russes ethniques eux-mêmes sont en pleine crise identitaire. La grille de lecture française et républicaine s'avère de ce fait totalement inefficace lorsqu'on aborde l'espace post-soviétique. Dans les villes de l'ex-URSS voisinent d'authentiques monuments du Moyen-Âge pré-impérial, de la période tsariste, de l'avant-garde des années 1920, et de l'empire tsalinien, avec des fantaisies semi-clandestines réalisées par des architectes soviétiques modernistes d'après 1945, et des reconstructions commémoratives plus ou moins heureuses des années 1990-2000. La couleur politique de chaque gouvernement détermine le choix du patrimoine à sanctuariser et à promouvoir. Un exemple trop récent pour figurer dans l'ouvrage est la controverse autour de la rénovation du palais des Khans de Crimée à Baktchisarai, monument unique de l'architecture musulmane pontique. L'État ukrainien ne reconnaissant pas l'annexion de la péninsule, les Tatars de Crimée dont c'est l'ultime emblème affrontent les autorités de la Crimée russe autour d'un projet au départ purement muséal.

De quelle manière l'ensemble des évolutions, qu'analysent les auteurs de votre ouvrage, participe des inégalités sociales ?

Il existe trois types d'inégalités dans la ville post-soviétique : économique entre quartiers riches et défavorisés, sociale avec l'inégalité d'accès aux infrastructures et enfin identitaire confinant les communautés des migrants au rôle de citoyens de seconde zone. Nombre de ces problèmes sont ancrés dans la transformation douloureuse du système urbain mais force est de constater que la ville post-soviétique se normalise y compris malheureusement dans les clivages entre les différentes couches de ses usagers. Le nivellement soviétique par le bas a cédé la place à une agglomération stratifiée où l'homme ne trouve pas toujours sa place.

Trois enjeux de durabilité pour les espaces urbains post-soviétiques

Par **Clémentine Cottineau**, membre du Centre Maurice Halbwachs, associée à l'unité mixte de recherche Géographie-cités et au Centre for Advanced Spatial Analysis (UCL)

Parmi les objectifs de développement durable de l'ONU figurent la réduction des inégalités (objectif n°10) et la durabilité des villes et des « communautés » (objectif n°11). La mise en regard de ces deux objectifs invite à considérer les inégalités sociales et économiques entre territoires, villes et espaces urbains. Dans le contexte russe et post-soviétique, on assiste depuis quelques années à de profonds rééquilibres territoriaux qui affectent la durabilité des sociétés urbaines, les inégalités spatiales et plus généralement le droit à la ville. Plusieurs processus participent à ces transformations.

Tout d'abord, contrairement aux objectifs initiaux de l'Union soviétique et à leur manifestation dans les plans des Urbanistes et Désurbanistes des années 1920, il n'existe plus aujourd'hui de volonté politique et de réflexion théorique liées à l'égalisation du territoire. D'autre part, les compensations financières permettant aux habitants de régions isolées de maintenir un niveau de vie équivalent au niveau national ont été réduites voire supprimées, ce qui rend certains espaces économiquement et démographiquement vulnérables à la déliquescence économique, sociale et physique. À l'inverse, les territoires les plus riches en ressources négocient leur autonomie et échappent à la redistribution nationale. La différence entre un système de villes en croissance (avec la création de nombreuses villes nouvelles notamment, comme durant l'Union soviétique des années 1920 à 1970) et un système de villes en décroissance (comme celui de la Russie contemporaine jusqu'en 2010, dont 70% des villes avaient perdu en population depuis 1989) peut s'interpréter à la lumière des travaux de T. Piketty¹, qui montre qu'une économie en croissance réduit les inégalités entre ses membres plus facilement qu'une économie stagnante ou décroissante.

Les inégalités économiques ont effectivement augmenté dans l'ex-Union soviétique (dont l'indice de Gini était inférieur à 0.3 dans les années 1980-1990² tandis qu'il excède 0.4 pour la Russie des années 2010). Étant donné la distribution spatiale non-uniforme de la population par niveau de revenu, les inégalités territoriales tendent à s'accroître mécaniquement : entre villes et campagnes, entre villes de régions riches et villes de régions pauvres, entre petites et grandes villes.

Dans la suite de ce court texte, nous présentons quelques enjeux liés à l'évolution des territoires urbains dans l'espace post-soviétique, en les replaçant dans leur contexte historique et le « temps long » des processus d'urbanisation. Un premier enjeu concerne la durabilité environnementale et économique du peuplement post-soviétique et engage la capacité des États à maintenir le peuplement de certaines zones isolées. Un second enjeu concerne la durabilité démographique des différents territoires de l'ex-Union soviétique et la capacité des sociétés à contenir la divergence des différentes régions au sein d'un même ensemble. Enfin, un dernier enjeu concerne la durabilité des inégalités urbaines, c'est-à-dire les inégalités de richesse, de niveau de vie et d'opportunité dans et entre les villes.

Durabilité environnementale et économique : les territoires isolés

Sur le temps long, une des signatures les plus marquées de l'urbanisation soviétique concerne la croissance du nombre d'urbains et la croissance du nombre de villes, notamment dans les espaces les plus récemment urbanisés du Nord, de l'Est et d'Asie centrale. Ainsi, certaines villes créées au milieu du XX^e siècle comptent aujourd'hui plusieurs centaines de milliers d'habitants (Naberejnye Tchelny comptait 9 300 habitants en 1939, 37 900 en 1970 mais déjà près de 300 000 en 1979 et 513 000 en 2010), parfois dans des conditions environnementales difficiles (154 jours de couverture neigeuse par an en moyenne pour les 300 000 habitants de Sourgout), voire hostiles (à cause de la pollution notamment pour la ville arctique de Norilsk de 150 000 habitants).

Cette croissance démographique sur les nouveaux territoires conquis par l'urbanisation soviétique a contribué à modifier les équilibres régionaux et à repousser le centre de gravité des établissements urbains vers l'Est entre 1926 et 1959. Au contraire, entre 1959 et la fin de l'Union soviétique, la

1. Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, coll. « Les livres du nouveau monde », 2013.

2. Michael V. Alexeev et Clifford G. Gaddy, dossier « Trends in Wage and Income Distribution Under Gorbachev », *Analysis of New Soviet Data*, n°25, 1991.

distribution de la croissance entre villes est relativement similaire au sein de chaque région. Chaque région contient en effet des villes en très forte croissance, des villes dont la croissance ralentit et des villes à la croissance plus lente. La distribution des taux de croissance démographiques correspond alors plutôt à des facteurs de spécialisation économique et fonctionnelle, favorisant les villes capitales, industrielles et bien connectées aux réseaux de transport³.

Depuis, à l'échelle de l'espace post-soviétique, la chute de l'URSS a conduit à une re-synchronisation entre dynamique démographique régionale et urbaine. Par exemple, des vagues d'émigration importantes ont affecté l'ensemble des pays baltes, avec le retour des Russes notamment, tandis que le bloc d'Asie centrale reste caractérisé par une plus forte natalité, héritée de pratiques pré-soviétiques⁴. En conséquence, les villes baltes ont dans leur grande majorité perdu de la population entre 1989 (dernier recensement soviétique) et 2010, tandis que dans le même temps la majorité des villes centre-asiatiques ont connu une trajectoire opposée. Le dessin des nouvelles frontières nationales et subnationales est ainsi renforcé par la relative homogénéité des processus démographiques et urbains qui s'y déroulent.

Durabilité démographique : les divergences régionales

La durabilité démographique des villes post-soviétiques est un enjeu récent, que l'on rencontre dans d'autres villes d'Europe centrale et orientale, de Chine et du Japon. La décroissance démographique des centres-villes est attribuable aux processus de désindustrialisation et de périurbanisation, c'est-à-dire à une redistribution de la population entre les différents espaces urbains, différés dans le temps à l'Est mais comparable aux processus observés dans les villes occidentales. Toutefois, la baisse globale de la population des aires métropolitaines est associée à une conjonction de facteurs plus particulière, dont le vieillissement de la population, la chute de la natalité et la faiblesse des apports migratoires apparaissent comme dominants, aussi bien dans l'espace post-soviétique qu'au Japon par exemple⁵.

Si la Russie dans son ensemble a été particulièrement affectée par la baisse de

population depuis la chute de l'URSS, elle ne l'a pas été uniformément. En effet, il existe deux gradients principaux qui différencient la dynamique démographique des régions⁶ : on observe une différence de structure de la pyramide des âges et de la fertilité héritée entre un Nord vieillissant et un Sud (Caucase) où le nombre des naissances excède celui des décès ; de l'Est à l'Ouest, on observe une différence dans le signe des balances migratoires, du négatif vers le positif. Bien sûr, il existe des exceptions à ce schéma général, et en premier lieu Moscou (qui croît plus vite que ses voisins) et les villes situées près des bassins gaziers et pétroliers, qui attirent toujours des travailleurs jeunes et masculins.

En dehors du déséquilibre territorial créé par cette divergence démographique, il semble que des boucles de rétroaction positives contribuent à renforcer les inégalités économiques entre villes selon leur dynamisme régional⁷. En effet, une ville en décroissance tend à se dépeupler de manière irrégulière, et donc à faire payer le prix des infrastructures collectives aux habitants restants. Par exemple, si chaque quartier et chaque barre d'immeuble perd 10% de ses habitants, les 90% restants doivent supporter le poids de la décroissance (réseaux à entretenir, écoles en sureffectifs, etc.), tandis qu'en situation de croissance, la ville se développe sur des espaces plus concentrés (un chantier, un lotissement, un front de périurbanisation).

Durabilité sociale : les inégalités urbaines

Le problème des inégalités économiques et de leur transcription urbaine est probablement l'enjeu le plus flagrant de l'évolution actuelle des territoires urbains dans l'espace post-soviétique. En effet, en plus des inégalités régionales précédemment évoquées, accentuées par la hausse du coût des marchandises produites dans les régions isolées (étant donné la fin des subventions étatiques), les villes russes semblent sujettes à des inégalités économiques liées à leur taille. Comme dans de nombreux autres États, on observe en effet une croissance plus que proportionnelle du revenu total avec la taille de la ville. En d'autres termes, la richesse par habitant croît avec le nombre d'habitants. Cependant, chaque urbain d'une grande ville n'est pas systématiquement plus riche pour autant, puisqu'on observe aussi une augmentation du nombre de chômeurs

3. Clémentine Cottineau, « Peut-on estimer la singularité des villes (post-) soviétiques ? », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2017, n°1, p.5-32.

4. Alain Blum, *Naître, vivre et mourir en URSS*, Paris, Payot & Rivages, coll. « Petite bibliothèque Payot », 2004.

5. Philipp Oswald, *Shrinking Cities*, vol. 1 « International Research », Ostfildern, Hatje Cantz, 2006.

6. Amadou Gaye, « Les trajectoires démographiques des régions en Russie. », *L'Information géographique*, 2006, vol. 70, n° 4, p. 66-72.

7. Myriam Baron, Emmanuèle Cunningham-Sabot, Claude Grasland, Dominique Rivière, Gilles Van Hamme (dir.), *Villes et régions européennes en décroissance. Maintenir la cohésion territoriale*, Paris, Lavoisier, coll. « Aménagement et gestion du territoire », 2010.

plus rapide elle aussi avec la taille⁸. Ainsi, l'inégalité économique semble augmenter elle aussi avec la taille de la ville, en Russie comme en France⁹ ou en Australie¹⁰.

Enfin, l'un des messages importants de l'ouvrage de T. Piketty [2013] est qu'en l'absence de croissance démographique, le capital a tendance à se concentrer automatiquement entre les mains des plus riches, étant donné les mécanismes de transmission de la richesse par héritage et les rendements inégaux du capital selon sa taille. Relativement aux problématiques urbaines, doit-on s'attendre à un accroissement des inégalités entre villes dès lors que peu de nouvelles villes apparaissent et que les effets de taille persistent ? Il existe en effet un risque de divergence accrue en termes démographiques, toutefois le lien avec la richesse est dual, au vu de la concentration des extrêmes économiques dans les villes les plus importantes.

Pour conclure, les enjeux liés à l'évolution des territoires urbains dans l'espace post-soviétique semblent être de l'ordre de la durabilité, mais aussi de la soutenabilité des inégalités économiques et territoriales dans des États dont la raison d'être politique a longtemps été celle de l'égalité. Les droits des habitants, en termes d'opportunités économiques notamment, seront à repenser pour prendre en compte la position des uns et des autres dans le système administrato-territorial, par ailleurs inégal en termes de souveraineté vis-à-vis du niveau fédéral (pour la Russie tout au moins). La décroissance n'est pas simplement le revers de la croissance, et d'autres modèles sont à invoquer pour maintenir la cohésion sociale et la durabilité démographique des villes post-soviétiques¹¹.

8. D'après des données de l'agence MultiStat pour l'année 2014.

9. Clémentine Cottineau, Olivier Finance, Erez Hatna, Elsa Arcaute, et Michael Batty, « Defining urban clusters to detect agglomeration economies », *Environment and Planning B*, 2018.

10. Somwrita Sarkar, Peter Phibbs, Roderick Simpson, et Sachin Wasnik, « The scaling of income distribution in Australia: Possible relationships between urban allometry, city size, and economic inequality », *Environment and Planning B*, novembre 2016.

11. Irina Slepukhina, *Russian cities at the crossroads: getting lost in transition or moving towards regeneration*, thèse de doctorat, Polytechnique de Milan, Italie, 2014.

De Moscou et Saint-Pétersbourg : les petites et moyennes municipalités face aux grands projets fédéraux d'infrastructures

Par **Vladimir Pawlotsky**, doctorant allocataire du CRAG à l'Université Paris VIII et enseignant à l'Institut français de Géopolitique

Suite à la construction de Saint-Pétersbourg en 1703, les autorités impériales cherchent à développer le réseau viaire, innervant depuis l'arrière-pays la nouvelle capitale. Ainsi naît le dispositif infrastructurel visant à relier Saint-Pétersbourg à Moscou. Ces infrastructures de transport « entre les deux métropoles » favoriseront l'émergence d'un corridor de villes et villages « inter-métropolitains » [mežstolič'e]¹. Anciennes principautés ou républiques, ex-relais postaux, espaces de

villégiature des tsars et de la cour impériale ou plus simplement lieux de transit, ces points de peuplement réunissent aujourd'hui près de 2,5 millions d'habitants sur les 700 kilomètres qui séparent les deux capitales et sont tous, suivant des configurations politiques et géographiques différentes, confrontés à l'entreprise de rénovation et de restructuration des infrastructures enclenchée depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine au début des années 2000.

Si le territoire inter-métropolitain a été le théâtre d'importants développements infrastructurels² au XVIII^e siècle avec le tracé en 1718 d'une grande et rectiligne perspective (abandonnée

1. *Mežstolič'e* signifie littéralement « entre les capitales » ou « inter-capitolien ». Le terme est employé dans Tatjana Nefedova et Andrej Trejvich (dir), *Putešestviez Peterburga v Moskvu, 222 goda spustâ* [Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou, 222 ans après], t. 1, Moscou, 2015.

2. Vladimir Pawlotsky, « De Pierre le Grand à Vladimir Poutine : géopolitique du territoire inter-métropolitain Moscou-Saint-Pétersbourg », *Hérodote*, n°166-167, p. 133-144.

par la suite en 1763) ainsi qu'au XIX^e siècle avec l'ouverture de la première ligne ferroviaire entre Moscou et Saint-Pétersbourg en 1851, c'est pourtant, en ce début de XXI^e siècle que s'annoncent les bouleversements les plus importants. L'analyse des décisions prises par les autorités en matière d'aménagement du territoire inter-métropolitain ces quinze dernières années met en lumière un double constat : 1) le retrait partiel et progressif de la sphère publique en matière de financement des infrastructures de transport au profit d'organismes privés ; 2) l'intérêt porté par les autorités sur les infrastructures fédérales à grande vitesse davantage que sur les réseaux régional et municipal.

La tenue de la Coupe du Monde de football en 2018 en Russie et l'entreprise de communication politique qu'elle a engendrée a permis aux autorités russes d'élaborer un discours promouvant une représentation « moderne » de la Russie soutenue par de grands plans de rénovation des réseaux de transport inter et intra-urbains. Grâce à ses nouvelles infrastructures : les villes désormais sont « grandes », « mondiales » ou « du futur » et sont en mesure d'accueillir les événements politiques et sportifs les plus fastes, extrêmement lucratifs en termes de retombées électorales pour leurs promoteurs. Ces différents éléments qui alimentent une représentation « moderne » de la ville s'inscrivent dans la « Stratégie fédérale de transport à l'horizon 2030 », développée sous l'égide du Ministère fédéral des transports qui, sur le territoire inter-métropolitain, se concentre sur deux objets fondamentaux.

Premièrement, à travers la création d'un partenariat public-privé (PPP), les autorités ont lancé la construction de la première autoroute fédérale privée du pays : la Magistrale M-11. Cette dernière, à péages et divisée en plusieurs tronçons (certains sont déjà ouverts à la circulation), a vocation à dédoubler le trafic de l'autoroute publique M-10, connue pour

atteindre des niveaux de saturation extrême et proposant un revêtement de faible qualité.

Deuxièmement, la mise en circulation du train à grande vitesse (TGV) Sapsan en décembre 2009 sur la voie ferrée Nikolaevskaïa entre Moscou et Saint-Pétersbourg a non seulement favorisé les échanges entre les deux villes les plus peuplées de Russie mais a aussi permis, grâce à une desserte progressive de villes inter-métropolitaines, d'enclencher un phénomène localisé de désenclavement³.



© Vladimir Pawlitsky

Taxis en attente devant la gare d'Okulovka, mai 2017.

Ce sont désormais six villes et villages inter-métropolitains (de moins de 3000 à 416 000 habitants) qui sont desservis par le TGV Sapsan⁴. Pourtant, une partie de ces points de peuplement, s'ils ont vu leurs gares rénovées par des budgets fédéraux⁵ à l'arrivée du Sapsan, souffrent de la vétusté de leurs réseaux locaux de transport limitant le premier des six objectifs principaux de la Stratégie à l'horizon 2030 : la multimodalité. La typologie des routes en Russie instaure une différenciation des réseaux primaire (fédéral/national : 51 000 kilomètres), secondaire (régional/interdépartemental : 503 000 kilomètres) et tertiaire (communal : 842 000 kilomètres). La gestion et le financement des deux premiers réseaux relèvent respectivement de l'échelon fédéral et de l'échelon régional tandis que



© Vladimir Pawlitsky

Gare de Leningrad à Moscou, plateforme d'accès au TGV Sapsan, mai 2017.



© Vladimir Pawlitsky

Rue menant à la gare d'Okulovka, mai 2017.

3. Une ligne à grande vitesse (LGV) Moscou-Saint-Pétersbourg avait été imaginée dès 1992 mais n'a jamais été réalisée. Toutefois, les autorités ont fait l'acquisition de TGV Sapsan afin d'équiper la ligne classique Nikolaevska à Moscou-Saint-Pétersbourg, ouverte à la circulation en 1851.

4. Entre Moscou et Saint-Pétersbourg, les gares de Tver', VyšniVoloček, Bologoe, Uglovka, Okulovka et Čudovo sont desservies.

5. Enquête de terrain et entretiens réalisés par l'auteur avec des élus de petites et moyennes municipalités inter-métropolitaines (Okulovka, Uglovka, Bologoe par exemple) au cours des mois de mai et juin 2017.



© Vladimir Pawlotsky

Rue menant à la gare d'Okulovka, mai 2017.

le réseau tertiaire, lui, est géré à l'échelon administratif le plus fin : les municipalités.

Le mauvais état des routes en Russie, s'il fait l'objet de nombreux adages et proverbes⁶, a aussi une réalité statistique : 57,5 % du réseau fédéral et 63% du réseau régional ne respecte pas les normes et près de 30% des routes régionales et municipales n'ont même pas de revêtement solide. Ainsi, on estime que 11% des coûts de production en Russie sont dûs aux coûts de transport et notamment à la vétusté du réseau. Si le réseau primaire inter-métropolitain est financé en grande partie par un budget fédéral conséquent (on estime que 60% du total du trafic passager et marchand s'effectue sur l'intégralité du réseau fédéral) et, dans le cas de la M-11, par des fonds privés grâce à la mise en place de PPP, les réseaux régionaux et communaux semblent quant à eux relever de budgets publics bien plus restreints. En effet, la fiscalité à l'échelle régionale ne permet pas dans son immense majorité de financer les infrastructures adéquates et seules les aides de l'État fédéral permettent d'alimenter les budgets destinés aux réseaux de transport. Sans traiter d'un phénomène souvent avancé tel que celui de la corruption difficile par nature à quantifier pour expliquer l'état des routes en Russie, les spécialistes russes, appuyés par la Cour des comptes de la Fédération, avancent

davantage l'idée d'une gestion catastrophique du budget par les autorités⁷ plus que d'un manque de financement. Par exemple, sur les 84 milliards de roubles alloués en 2012 par l'État central aux régions, seuls 38 milliards (33%) auraient été dépensés pour l'entretien des routes... les deux tiers restants étant renvoyés vers les caisses de l'État central.

Ainsi, le choix effectué par les autorités fédérales de construire des infrastructures à grande vitesse, s'il est drapé d'un discours véhiculant une représentation moderne du pays, suit un objectif de rentabilité et semble polariser les activités économiques au profit des grands centres urbains. La desserte des villes inter-métropolitaines par le TGV Sapsan a enclenché une dynamique à première vue positive même si son prix d'accès reste prohibitif (autour de 3000 roubles) pour la population locale dont le salaire mensuel moyen dans certains *raïons* inter-métropolitains ne dépasse pas les 20 000 roubles. Malgré cette nouvelle desserte, l'immense majorité du territoire inter-métropolitain subit un phénomène de décroissance démographique en parallèle d'une activité économique, dans certaines localités, pratiquement inexistante. Comme nous l'avons vu, le problème de vétusté des réseaux routiers inter-métropolitains touche davantage les réseaux secondaires et tertiaires qui constituent plus de 95% du réseau russe. Même s'ils ne représentent que 40% du trafic total de passagers ou de marchandises, ils ont pour fonction de diffuser, depuis les axes fédéraux, les flux passagers ou commerciaux vers les territoires intermédiaires, plus éloignés et moins reliés aux métropoles. Ainsi le TGV Sapsan et la Magistrale M-11 sont aujourd'hui en Russie, dans leurs champs respectifs, les infrastructures de transport proposant à leurs usagers une prestation de services la plus élevée en termes de sécurité⁸, de confort et de rapidité. Pourtant, elles semblent constituer aussi pour les autorités le moyen de conforter un aménagement centralisé du territoire fédéral autour de quelques territoires spécifiques. En effet, les infrastructures de transport à grande vitesse ont fait l'objet, dans de multiples études académiques, de vives critiques⁹. Les spécialistes avancent l'idée que l'infrastructure à grande vitesse favorise ou amplifie des phénomènes préexistants mais n'impulse pas la croissance. De plus, le prix d'accès à ces infrastructures, souvent très cher pousse les entreprises à se concentrer (les coûts de déplacement étant très élevés) « sur elles-mêmes » et à proximité des bassins

6. Le plus fameux d'entre eux est certainement celui attribué à Nicolas Gogol : « En Russie, il n'y a que deux problèmes, les cons et les mauvaises routes ».

7. Voir l'article de Tatiana Romanova, « Ne tuda pošli », lenta.ru, le 28 novembre 2014, <https://lenta.ru/articles/2014/11/28/road/>

8. Pour un nombre de véhicules en circulation équivalent (autour de 40 millions), la Russie et la France enregistrent pour l'année 2010 respectivement 26 000 et 4000 morts liés à des accidents de la circulation. Le taux de mortalité sur les routes est donc près de six fois plus important en Russie qu'en France.

9. Voir notamment Alain Bonnafous et François Plassard, « Les méthodologies usuelles de l'étude des effets structurants de l'offre de transport », *Revue économique*, 1974, vol. 25, n° 2, pp. 208-232 et Jean-Marc Offner, « Les effets structurants des transports, mythe politique, mystification scientifique », *L'espace géographique*, 1993, n°3, pp. 233-242.

d'emploi. En ce sens, les infrastructures à grande vitesse ne peuvent espérer être rentables que si elles desservent des bassins importants de population favorisant donc « mécaniquement » les grands centres urbains au premier rang desquels Moscou et Saint-Pétersbourg. Les infrastructures de transport à grande vitesse ont donc tendance à reléguer les territoires intermédiaires, désormais

négligés par ces axes à hautes performances.

De ce constat, une question demeure : comment peut-on attendre d'une infrastructure fédérale de transport à grande vitesse qu'elle « modernise » et désenclave des territoires si sur place, les autorités n'enclenchent pas de dynamique de rénovation du réseau de transport local, agent principal dans ces territoires inter-métropolitains de la diffusion des flux ?

Tchéchénie : l'aménagement du territoire comme mode de règlement du conflit ?

Par **Camille Garin**, étudiante en master à l'Université Paris VIII

Depuis la promulgation de la fin de « l'opération anti-terroriste » en Tchéchénie, le 16 avril 2009, la guerre russo-tchéchène a officiellement pris fin. Le régime spécial ou KTO (Régime d'opération anti-terroriste), introduit en 1999¹ au début de la seconde guerre en Tchéchénie, est levé consacrant ainsi le retour de ce territoire au sein du grand ensemble russe. La Tchéchénie, alors appelé « Itchkérie » par les séparatistes tchéchènes lors des deux guerres, devient « la République de Tchéchénie », un territoire administrativement russe.

Cet article se propose d'étudier le mode de règlement du conflit russo-tchéchène à travers les stratégies politiques et territoriales développées par l'administration fédérale et le président russe, Vladimir Poutine. En effet, la défaite des séparatistes tchéchènes à l'issue du second conflit (1999-2009) a été concomitante avec la mise en place de différents processus politiques réintégrant administrativement le territoire tchéchène à l'ensemble russe. Ces processus se sont traduits par des politiques d'aménagement du territoire traduisant ainsi la représentation du pouvoir russe à l'égard de ce qui a été appelé « une opération anti-terroriste ». Dans le cas du premier conflit (1994-1996), on observe la mise en place d'un processus de paix avec des négociations entre les parties (la partie tchéchène étant incarnée par Aslan Maskhadov), ce qui n'a pas été le cas dans le deuxième conflit, puisque Ramzan Kadyrov a été nommé par le président de la Fédération russe et élu en 2007.

Sa nomination est le produit d'une stratégie

du Kremlin face à la difficulté de conserver l'autorité sur un territoire qui lutte contre la colonisation russe et ce depuis bien longtemps (les guerres du Caucase de la fin XVIII^e jusqu'au milieu XIX^e ont été particulièrement ardues pour les Russes notamment face aux « montagnards » tchéchènes). Ce changement stratégique s'opère avec la nomination de Vladimir Poutine au poste de président de la Fédération de Russie qui, à son tour, décide en retour de nommer un chef tchéchène pro-russe (Akhmat Kadyrov) au poste de chef du gouvernement dans les années 2000 en Tchéchénie. Son assassinat dans un attentat en 2004 marque une brève rupture dans ce processus de « normalisation » à l'œuvre sur le territoire tchéchène, mais qui connaît un retour en force avec la nomination de son fils, Ramzan, en 2007. La normalisation va plus loin et se transforme en « tchéchénisation » (le pouvoir est confié à des élites tchéchènes



L'avenue Poutine avec le panneau écrit en russe.

© Camille Garin

pro-russes) puis « ramzanisation » (le pouvoir est incarné par un homme et surtout un seul clan).

La reconstruction après-guerre du territoire tchéchène et surtout son aménagement actuel est un enjeu de légitimation du pouvoir de Ramzan Kadyrov. Le territoire devient donc le réceptacle de la politique de Ramzan Kadyrov dont les grands enjeux sont la paix retrouvée, le fantasme de « l'unité du peuple tchéchène » et la russification. L'éradication des derniers séparatistes tchéchènes et les

1. Aude Merlin, « Tchéchénie, un "après-guerre" sans paix », dans Aude Merlin et Sylvia Serrano (dir.), *Ordres et désordres au Caucase*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2010, p. 125-126.

discours officiels prônant une Tchétchénie rentrée dans le rang ont fait leur effet : l'avenue principale de Grozny (anciennement avenue de la Victoire) est devenue l'avenue Poutine, tous les panneaux indiquant des lieux ou des rues sont écrits en russe ou encore la reconstruction de l'église orthodoxe de Grozny (l'église de l'Archange Mikhaïl) sur l'avenue Kadyrov...

Qu'en est-il de la reconstruction économique ? L'année 2007 était déjà célébrée comme l'année « sans trace de la guerre »² : immeubles reconstruits à neuf, hôpitaux, centres commerciaux, salle de concert et de théâtre, bibliothèque... La reconstruction rapide du territoire est surtout dûe aux rapports privilégiés qu'entretiennent le président russe et le chef de la République tchétchène. L'aménagement du territoire est devenu le fer de lance du projet politique du chef de la République tchétchène. Enjeu de légitimation de son pouvoir, cette stratégie lui permet d'aplanir les violences intra-tchétchènes, garantie de son maintien au pouvoir par le président russe. Mais Ramzan Kadyrov veut aller plus loin et faire du territoire tchétchène mais surtout de la capitale Grozny la « proue musulmane » du grand navire russe devenant ainsi l'ambassadeur de Poutine dans les pays du Golfe. Sa politique porte ses fruits et les liens politiques se concrétisent par des liens économiques. Des projets et complexes hôteliers de luxe en construction sont financés par l'Émirat de Dubaï (l'hôtel cinq étoiles « Canvas » est sponsorisé par l'entreprise *Fabulous Abu Dhabi Hotels*³).

Le territoire et en particulier Grozny se couvrent de projets pharaoniques (centres commerciaux, complexe hôtelier de luxe...) qui ne sont pourtant pas destinés à la majorité des Tchétchènes qui continuent de quitter leur



© Camille Garin

Une affiche montrant Ramzan Kadyrov et Magomed Daoudov, un proche de Kadyrov au gouvernement, posant devant la capitale Grozny (« Un pouvoir fort implique une région prospère »)

terre natale. En effet, la difficulté de trouver un emploi autre que dans le domaine du bâtiment ou dans les milices privées de Kadyrov reste présente. De plus, le projet politique de Ramzan Kadyrov (ou « kadyrovisme » selon la chercheuse Marlène Laruelle) s'il a certes ramené « la paix en Tchétchénie » et permis la reconstruction du territoire en quelques années au lieu d'une décennie, ne souffre pas la moindre contradiction. Et il n'y a pas de place pour les opposants ou du moins ceux qui sont jugés comme étrangers à la société tchétchène (les homosexuels, les divorcés...) ou ceux qui tentent de faire la lumière sur les disparitions de personnes (comme l'Association Mémorial et l'arrestation de son responsable en janvier 2018, M. Oïoub Titiev). Le régime contrôle autant l'espace que ses ressortissants et tant que le clan Kadyrov sera au pouvoir et Vladimir Poutine, président de Russie, cette situation n'est pas promise au changement.

2. Moussa Basnoukaev, « Reconstruction économique et "normalisation" en Tchétchénie », dans A. Merlin et S. Serrano (dir.), *Ordres et désordres au Caucase*, op. cit., p. 145.

3. Voir le site de Fabulous Abu Dhabi Hotels : <http://www.fabulousabudhabi.com/hotel-in-grozny-chechnya> [consulté le 14 février 2018].

Les enjeux liés à la restitution des biens nationalisés après la Seconde Guerre mondiale : le cas de Varsovie (Pologne)

Par **Magdalena Górczyńska**, chercheuse au Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER)

Le bouleversement relatif à la structure de propriété en Pologne au cours du XX^e siècle constitue un des facteurs primordiaux qui a produit les inégalités sociales dans l'espace. L'exemple de la

capitale polonaise nous permettra de comprendre les conséquences diverses de la nationalisation et la communalisation (appartenance à une commune) des biens privés en 1945 et les enjeux liés à la restitution en propriété privée à partir de la chute du régime communiste en 1989.

La démolition d'environ 65% du bâti à Varsovie durant la Seconde Guerre mondiale et la politique de reconstruction ont changé le paysage urbain de la capitale, de même que la structure de propriété et d'occupation des logements. Les conséquences de la communalisation des biens et de la restitution en propriété privée sont multiples. Premièrement, l'état physique des immeubles d'avant-guerre communalisés, et gérés par la municipalité, continue à se détériorer. De plus, nous observons une aggravation des conflits entre locataires aux soins des immeubles communalisés et revendiqués par les propriétaires privés. Ceci est souvent suivi par l'éviction des anciens locataires qui sont remplacés par des populations nouvelles, plus aisées. Enfin, plusieurs conflits spatiaux, issus des revendications de la propriété des parcelles, se développent dans le centre-ville de Varsovie. Ces derniers concernent notamment les parcelles occupées de nos jours par des établissements scolaires, des institutions publiques, des parcs ou des aires de jeux (environ 100 demandes de restitution soumises). Dans les paragraphes suivants, je mettrai en lumière le phénomène de la nationalisation (communalisation) et de la restitution des biens ainsi que les inégalités sociales créées par le bouleversement de la propriété des biens immobiliers dans l'espace de Varsovie.

Nationalisation des biens privés en 1945 et évolution de leurs restitutions à Varsovie

En 1945, le décret sur la propriété et sur l'utilisation du foncier avait instauré la nationalisation des biens dans la ville de Varsovie (le 26 octobre 1945). Les anciens propriétaires ont reçu un droit de location perpétuel ou un droit de construction selon des règles d'aménagement du territoire définies par le plan en vigueur. La procédure a couvert près de 94% du parc immobilier et du foncier dans les limites municipales de 1939 (près de quarante mille biens). Les lois suivantes ont introduit des règles strictes concernant la superficie moyenne par personne dans une habitation, le contrôle des loyers ou les catégories professionnelles qui pouvaient demander un logement (puisque leur occupation était considérée importante du point de vue du développement de la ville). En conséquence, les propriétaires ont été privés du droit de disposer de leurs biens, tandis que les autorités publiques pouvaient imposer que des locataires supplémentaires emménagent dans un logement considéré comme sous-peuplé (selon les critères adoptés). En outre, souvent les logements composés de plus de trois pièces ont été divisés en plusieurs

unités indépendantes afin d'accueillir un plus grand nombre de ménages. Pendant une quarantaine d'années, les logements nationalisés ont joué le rôle de logements locatifs publics. Depuis l'introduction des gouvernements municipaux (gouvernements locaux) en 1990, ces logements sont gérés par la municipalité de Varsovie et ils font partie du stock des logements locatifs sociaux.

Pendant le régime socialiste, de nombreuses demandes de restitution de biens ont été refusées. À la fin des années 1980, près d'un tiers des bâtiments résidentiels d'avant-guerre à Varsovie restaient dans les mains publiques. On estime qu'au début des années 1990, près de 510 000 personnes habitaient des logements dont les demandes de revendications avaient été soumises. À la fin du régime socialiste, une privatisation massive des logements gérés par les gouvernements locaux a été entamée. Cette vente des logements aux locataires occupants à des prix très bas, a couvert également les appartements dans les immeubles nationalisés. Ainsi, la structure de propriété et d'occupation dans ces immeubles est devenue très complexe¹.

Une lente restitution des biens commence au début des années 1990 et s'accélère à la fin des années 1990 et à partir de 2006. Au total, entre 1990 et 2014, plus de 3 500 demandes de restitutions ont été approuvées, alors qu'en 2014 plus de 1 900 demandes étaient toujours en cours d'examen². Il est important de souligner que la restitution des biens communalisés aux anciens propriétaires ou leurs héritiers se réfère uniquement au bâti, alors que la propriété du terrain reste publique. Toutefois, l'individu obtient le droit d'emphytéose pour le terrain avec une possibilité de l'acquérir sous certaines conditions.

Bien que la restitution des biens ait pris de l'ampleur à Varsovie ces dernières années, les règles de reprivatisation n'ont jamais été définies. Contrairement aux autres pays européens qui ont voté la loi relative à la reprivatisation au début des années 1990 (par ex. République Tchèque, Allemagne ou Estonie), le manque de règles précises en Pologne contribue à la croissance des conflits et des inégalités dans l'espace urbain, de même qu'à un ralentissement des constructions sur les terrains du centre-ville.

Depuis le début du XXI^e siècle, plusieurs tentatives pour créer cette loi ont été entreprises. Sans succès. Les dernières modifications de la loi relative à l'économie/gestion immobilière³ du 25 juin 2015, introduisent des restrictions au retour des biens jouant des fonctions publiques. Ainsi, cette loi, libellée la « petite reprivatisation », constitue une première étape pour empêcher la restitution

1. Magdalena Górczyńska, « The property restitution in Warsaw: renaissance or decline of pre-war buildings? », *Journal of Housing and the Built Environment*, n°31(2), 2016, p. 367-386.

2. *Ibid.*

3. *Pl. ustawa o gospodarowaniu nieruchomościami.*

des terrains occupés par des établissements publics. En outre, la loi du 9 mars 2017 relative aux conséquences juridiques des décisions de reprivatisation concernant l'immobilier à Varsovie publiée en violation de la loi, a créé une commission de vérification pour supprimer les conséquences juridiques des décisions de restitution délivrées en violation de la loi sous la présidence de Patryk Jaki (membre de la « Pologne solidaire », un parti politique polonais de la droite conservatrice). La commission étant un organe de l'administration publique saisie des affaires concernant la restitution des biens à Varsovie. Cette commission de vérification examine la véracité des documents qui ont permis aux personnes privées de se voir restituer leur bien. Car parfois dans le passé, l'absence de vérification et l'utilisation de faux documents ont permis à certaines personnes de s'approprier des biens qui n'étaient pas les leurs.



© Magdalena Gorczyńska, 2011.

Illustration 1 - Praga Północ, rue Ząbkowska : un immeuble municipal rénové et un immeuble en cours de restitution sans rénovation.

Le patrimoine d'avant-guerre « en cours de restitution » se détériore

De nos jours, les logements sociaux d'avant-guerre constituent une partie du stock municipal varsovien dans lesquels les conditions de logement sont très médiocres. La réglementation des loyers introduite en 1944 les a maintenus à un niveau très bas. En effet, ils n'ont jamais couvert les frais d'entretien. Bien qu'au cours des années les loyers dans les logements sociaux aient augmenté, ils sont toujours établis à un niveau très bas. À titre d'exemple, un loyer de 0,80 PLN par mètre carré (0,20 €), établi par les autorités locales de Varsovie dans un immeuble en 2009, ne couvrait aucun frais d'entretien.

Récemment, quelques projets de réhabilitation des immeubles (notamment dans le district de Praga Północ) menés par les autorités locales, ont permis d'améliorer

les conditions de vie sur un périmètre défini. Toutefois, ces opérations se sont limitées aux immeubles municipaux pour lesquels personne n'a soumis de demande de restitution. Par conséquent, les différences entre les conditions de vie dans les immeubles voisins se creusent (Illustration 1).

Le retour d'anciens propriétaires et l'éviction des locataires

La restitution des biens aux anciens propriétaires entraîne le changement du statut d'occupation des locataires dans l'immeuble concerné. En tant que locataires des logements sociaux, ces derniers ont payé des loyers très bas durant des années. Mais en raison de la revendication du bien et l'arrivée du propriétaire privé, ils sont devenus automatiquement locataires du parc privé. Les propriétaires privés de l'immeuble augmentent les loyers afin de pouvoir financer la gestion et l'entretien de l'immeuble. Les témoignages présentés dans la presse locale montrent les conséquences terribles de cette action. À titre d'exemple, un ménage paye maintenant 99 PLN par mètre carré (24,75 €), soit un loyer mensuel d'environ 3 450 PLN (862,50 €) alors que le revenu mensuel d'un ménage est de 1 300 PLN (environ 325 €)⁴. De fait, la majorité des anciens locataires est souvent obligée de quitter le logement.

Malgré cela, les ménages menacés par l'expulsion ne souhaitent pas quitter leurs lieux d'habitation même s'ils sont éligibles à demander un logement social de substitution auprès de la municipalité : « *La famille vit ici depuis longtemps. Ce logement leur a été attribué après la Seconde Guerre mondiale (cantonnement⁵), ou après 1991 comme un logement municipal. Ils parlent de ce logement seulement en disant "le mien". Ils le peignent, changent des installations. Même si ce n'est pas le cas de toutes les familles, sûrement la majorité le fait. Ils s'occupent du logement. Ils paient les loyers à la ville* »⁶.

La réhabilitation des immeubles restitués et l'arrivée des ménages aisés

Tenant compte de la localisation des immeubles d'avant-guerre (la plupart dans les quartiers centraux de Varsovie), la restitution a attiré les investisseurs souhaitant tirer profit de la restitution et de la réhabilitation des immeubles. La mairie de Varsovie estime qu'un tiers des

4. Małgorzata Zubik, « Czynnosc 99 zł/m². Dramat rodzin w prywatnych kamienicach » [Un loyer de 99 zł/m². Le drame des familles dans les immeubles de rapport privés], *Gazeta Wyborcza. Stołeczna*, 14 mars 2012, URL : http://warszawa.wyborcza.pl/warszawa/1,54420,11345774,Czynosc_99_zl_m__Dramat_rodzin_w_prywatnych_kamienicach.html [consulté le 23 août 2012].

5. Pl. *Mieszkanie kwaterekowe*.

6. M. Zubik, « Czynnosc 99 zł/m²... », *op. cit.*



© Magdalena Górczyńska, 2012

Illustration 2 – Śródmieście, rue Wilcza : un immeuble revendiqué et rénové par un promoteur privé.

propriétés restituées vont aux « acheteurs de demande de restitution »⁷. Plusieurs exemples varsoviens montrent que ces derniers pratiquent des méthodes douteuses pour expulser les locataires (exemple : coupure de l'alimentation en eau dans l'immeuble, non-réparation d'infrastructures techniques). Les immeubles restitués font l'objet d'une réhabilitation dont le but est de restituer la qualité et les détails architecturaux, détériorés durant des années. Sur le marché

de l'immobilier varsovien, il existe quelques promoteurs immobiliers spécialisés dans la rénovation des anciens immeubles. Ces derniers réalisent les travaux de modernisation et de réhabilitation (Illustration 2) et vendent les logements devenus luxueux à des prix très élevés⁸. De cette façon, l'arrivée des populations très aisées poursuit l'expulsion des ménages modestes qui ne peuvent plus se permettre de se loger au centre-ville.

Conclusions

La restitution des biens nationalisés après la Seconde Guerre mondiale a suscité de nouvelles inégalités sociales, qui peuvent être vues à la fois à l'échelle de la ville, du quartier et de l'immeuble. Au lieu de créer la justice sociale, paradoxalement, la restitution des biens a conduit à l'injustice sociale. Ceci s'observe dans le cas d'anciens locataires municipaux qui risquent de perdre leurs demeures. Ceux qui ont bénéficié de la privatisation des logements locatifs sociaux à prix très bas sont devenus « riches en actifs », alors que les locataires municipaux qui n'ont pas saisi l'occasion d'acheter les appartements dans les années 1990, sont considérés comme « les perdants » du bouleversement de la propriété. Et leur situation deviendra encore plus précaire en tenant compte de la croissance du nombre de demandes de restitution déposées récemment. Enfin, les changements de propriété observés à Varsovie ont alimenté les problèmes liés à l'abordabilité des logements, et l'exclusion des ménages modestes du marché de l'immobilier.

7. Iwona Szpala, Małgorzata Zubik, « Odkupił roszczenia od staruszki za 50 zł. Żąda 5 mln zł » [Il a racheté des réclamations de la vieille femme pour 50 zlotys. Il demande 5 millions de PLN], *Gazeta Wyborcza*, 26 janvier 2014, URL : http://warszawa.wyborcza.pl/warszawa/1,54420,15327367,Odkupil_roszczenia_od_staruszki_za_50_zl__Zada_5 mln.html [consulté le 17/02/2014].

8. Magdalena Górczyńska, 2017, « Mechanisms of property ownership change and social change in inner-city Warsaw (Poland) », *Urban Studies*, on-line, 24 octobre 2017.

Vivre dans les marges. Pratiques de l'habiter et rapport à l'espace des Roms en Bulgarie¹

Par **Alexandra Clavé-Mercier**, anthropologue, chercheuse associée au Centre Émile Durkheim, Université de Bordeaux

par différents symboles matériels : une route, un champ, une ligne de chemin de fer, voire un mur.

En Bulgarie, bon nombre de Roms vivent dans des maisons ou des immeubles au sein de quartiers à part, appelés *mahali*, dans les villes comme dans les villages. Ces quartiers sont géographiquement séparés du village ou de la ville

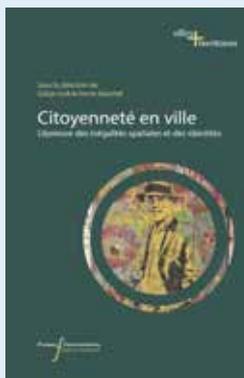
La situation n'est guère différente dans la région de Pazardzhik. Ainsi la *mahala* de Pazardzhik regrouperait environ 30 000 Roms², sur une population totale de 100 000 habitants. Dans celle d'Ivaylo, un village voisin d'environ 3000 habitants, habitent 900 Roms, d'après les chiffres donnés arbitrairement par les pouvoirs locaux. Quant aux deux *mahali* de Peshtera, une ville voisine, elles regrouperaient,

1. Ce texte s'appuie sur une recherche ethnographique de trois années menée dans le cadre d'un travail de doctorat en anthropologie sociale. Pour de plus amples détails, cf. Alexandra Clavé-Mercier, *Des États et des « Roms ». Une anthropologie du sujet entre transnationalisme et politiques d'intégration de migrants bulgares en France*, Thèse de doctorat en anthropologie, Université de Bordeaux, 2014.

selon une ONG locale, 8000 Roms sur une population totale de 20 000 personnes.

Selon Alexandra Nacu et Milena Guest, « l'appellation de "mahala", terme d'origine turque qui désigne le "quartier", "hameau", renvoie à une entité spatiale composée d'unités sociales mono-ethniques, qui est aujourd'hui souvent utilisée en bulgare pour désigner un quartier pauvre de mauvaise réputation, suggérant que les habitants sont des Roms »³. Les *mahali* existaient « depuis toujours » lorsqu'on pose la question aux habitants. Nadège Ragaru précise quant à elle que le pays doit en grande partie ses *mahali* au régime communiste : « Désireux de sédentariser une population aux traditions semi-nomadiques, le régime communiste a commandé la construction de nouveaux quartiers tsiganes après 1958, généralement en marge des villes »⁴. Cependant, les discours recueillis localement font état d'une autre réalité, tout en démontrant le flou que génère la question de l'origine des créations des *mahali*. Celle de Pazardzhik, comme beaucoup d'autres, aurait été créée vers 1928, selon Plamen, responsable de la seule ONG rom locale « Napredak » (espoir), par l'arrivée de nombreux Roms provenant des villages alentour où il n'y avait plus de travail. Les Roms vivaient alors dans des cabanes, à côté de familles bulgares. Ensuite, des immeubles ont été construits en 1970 par le gouvernement communiste. Au nom de l'assimilation, « les familles roms et les autres étaient mélangées et tout le monde s'entendait bien »⁵, précise-t-il. Après 1989, les familles bulgares sont parties du quartier, le déménagement de ces familles étant planifié par les mairies qui leur proposaient un appartement dans un autre quartier en échange de leur maison dans ce qui est donc devenu une « *tsiganska mahala* », un « quartier rom ». Pour Plamen, très clairement, « l'État a fait ça pour ségréguer le quartier ».

Dans certaines localités, on assiste aussi dans les années 1970 à l'expulsion des Roms vers des villages alentour orchestrée par le gouvernement local qui aurait détruit leurs maisons en ville, le but étant de « ne plus avoir de Roms dans la ville ». C'est ce qu'explique un habitant d'Ivaylo âgé de soixante-sept ans, précisant qu'aujourd'hui, les nouvelles constructions de maisons sont bien souvent illégales, sans achat de terrain ni permis de construire. À l'heure actuelle, si les *mahali*



L'ouvrage *Citoyenneté en ville. L'épreuve des inégalités spatiales et des identités*, publié sous la direction de Gülçin Erdi et Herbé Marchal aux Presses universitaires François-Rabelais, est un ouvrage

précieux pour comprendre les dynamiques urbaines à l'œuvre dans un contexte de luttes socio-politiques. À partir d'exemples recueillis dans des villes du monde entier (en Argentine, Inde, Turquie, Bulgarie, France...), il s'intéresse aux processus divers – ghettoïsation, gentrification, morcellement communautaire – qui participent de la fragmentation territoriale et de la marginalisation de certains groupes vis-à-vis de la participation citoyenne. C'est en considérant cette dynamique qu'il se penche sur les inégalités spatiales en ce qu'elles interrogent la construction des représentations collectives de l'altérité qui, dans certains cas, se traduit y compris sur le terrain des droits associés aux groupes particuliers. Corrélativement à ces logiques de discriminations ségrégatives, des mouvements citoyens nourrissent le concept de « justice spatiale », véritable « droit à la ville » porteur de nouvelles formes de la citoyenneté. À l'occasion de la parution de cet ouvrage, Alexandra Clavé-Mercier, un de ses auteurs, revient dans sa contribution sur la marginalisation des Roms en Bulgarie. (ET)

citadines sont souvent assimilées à des « ghettos insalubres et surpeuplés »⁶, toutes se caractérisent par un certain désengagement des pouvoirs publics, que ce soit en matière d'urbanisme, d'éclairage public, de ramassage des ordures et/ou d'entretien des voiries.

Dans le village d'Ivaylo, le maire explique que les 900 Roms se répartissent entre « la grande mahala » où vivent 600 personnes⁷ et deux autres plus petites, qui sont dans le centre du village : l'une « de deux rues » et

2. Ces chiffres sont ici donnés comme ordre d'idées, en raison de leur fluctuation en fonction des modalités de comptage. Officiellement, il y aurait 26 000 habitants dans la *mahala*, d'après plusieurs sources institutionnelles.

3. Milena Guest et Alexandra Nacu, « Roms en Bulgarie, Roms en Roumanie – quelle intégration ? », *Méditerranée*, n° 110, 2008, p. 105-115.

4. Nadège Ragaru, « Recompositions identitaires chez les musulmans de Bulgarie : entre marqueurs ethniques et religieux », *Balkanologie*, vol. 3, n° 1, 1999, mis en ligne le 3 juin 2008. URL : <http://balkanologie.revues.org/290> [consulté le 15 février 2018].

5. Les extraits d'entretiens cités dans l'article ont été traduits du bulgare par l'auteur.

6. *Ibid.*

7. Ces chiffres m'ayant été communiqués de façon approximative par mon interlocuteur, il convient de les appréhender avec prudence.

l'autre « de trois ou quatre maisons ». La grande *mahala* se trouve à une extrémité du village, séparée de ce dernier par une route nationale. C'est donc la plus visible, mais aussi la plus marquée par la ségrégation de ses habitants, bien que le discours du maire révèle que le fait que d'autres familles roms vivent au sein même du village enjoint à qualifier ces micro ensembles de *mahali*. L'origine « ethnique » des habitants identifiés comme Roms est rapidement mise en avant pour les désigner eux-mêmes mais aussi pour désigner leurs lieux de vie. Cette catégorisation identitaire sous-tend des caractéristiques négatives et induit un agir en conséquence. De façon générale, à part les policiers, aucun habitant du village ne met les pieds dans la grande *mahala*, tous évitent de traverser les deux autres, préférant faire des détours plutôt que de « passer par chez les Roms ». Ainsi, même sans une situation géographique à la marge, la situation d'isolement est créée de fait par des pratiques d'évitement. De même, les Roms de ce village ne fréquentent pas les cafés qui se situent au centre, ayant dans la *mahala* des magasins d'alimentation, des bars et des cybercafés. Dès lors, il peut se passer plusieurs jours voire plusieurs semaines sans que les habitants ne sortent de la *mahala*. Ces sorties sont généralement assez exceptionnelles : pour aller à la poste, au marché, aux bains publics, rendre visite à la famille dans une *mahala* voisine, ou pour les grandes occasions comme les mariages, baptêmes, anniversaires... Au final, la plupart des sorties de la *mahala* visent à se rendre dans une autre.

De quels types d'habitations sont composées ces *mahali* ? Celles des villes et des villages sont très différentes, mais des différences existent également au sein d'une même *mahala*. En effet, dans la *mahala* de Pazardzhik coexistent des vieux immeubles délabrés et des maisons, recouvrant elles aussi des disparités importantes : de la grande maison à plusieurs étages et ornements architecturaux « tape à l'œil » aux petites cabanes en bois faites de bric et de broc, ces différentes constructions qui s'imbriquent de façon extrêmement étroite ne semblent répondre à aucun standard préétabli ni aucune logique prédéfinie – si ce n'est celle des opportunités économiques et du foncier disponible (par le biais relationnel) de chacun. Si les immeubles sont absents des *mahali* rurales, celles-ci connaissent les mêmes disparités en termes de logement. Les *mahali* sillonnées pour ma recherche ne sont pas particulièrement marquées, de l'extérieur, par des logements vétustes. Cela ne signifie pas que de tels logements n'existent pas, mais il faut dire que ce sont surtout les maisons en construction ou fraîchement (re)construites qui prédominent. En revanche, cela est à nuancer en fonction des « sous-quartiers » des *mahali* citadines. Ainsi la *mahala* de Pazardzhik donne par endroit une impression de grisaille avec ses immeubles délabrés, quant à d'autres

endroits c'est une sensation d'étouffement qui prédomine, dans les ruelles étroites et boueuses dans lesquelles il faut se coller contre les parois des baraques pour laisser passer une charrette pleine de bois. Les odeurs sont très fortes, émanant tantôt des marmites bouillonnantes dans les logements, tantôt des eaux usées qui s'écoulent (ou stagnent) le long des ruelles, tantôt des étals de viande suspendus en devanture de certains commerces. Les animaux étant très présents dans les espaces « publics » de ces quartiers, comme les chiens errants, les poules et les chevaux, les odeurs qu'ils dégagent font également partie du quotidien. Parfois, ce sont les odeurs des ordures ménagères qui prennent le dessus. C'est notamment le cas à « Lukovitsa », une *mahala* de Peshtera, construite sur une colline au sommet de laquelle se trouve la déchetterie de la ville, à ciel ouvert. Les habitants vivent alors, en fonction de l'orientation du vent, dans une fumée et une odeur pestilentielle, sans y prêter attention, malgré les maladies respiratoires particulièrement fréquentes. Dans l'autre *mahala* de la ville, « Ediveren », se situant sur la colline d'en face, les constructions sont beaucoup plus précaires et les unes sur les autres. Le moindre espace ayant été utilisé en ce sens, toute la partie haute de la *mahala* est impraticable en voiture, que celle-ci soit à moteur ou à cheval.

Les grandes *mahali*, soit celles des villes, ont toutes des « sous-quartiers » qui correspondent généralement à une certaine traduction des hiérarchies socio-économiques, des différences « ethniques » ou encore de « groupes » existants entre les habitants. Il est important de prendre en compte cette hétérogénéité des habitants des *mahali*, qui ne se dévoile que par un regard fin, dense, approfondi et de l'intérieur. Cette diversité existante ne transparait pas dans les propos mettant en avant l'uniformité de la « communauté » ou de la « minorité » rom.

Ces *mahali* citadines ont un point commun : une certaine organisation de l'espace différenciant les habitants les plus pauvres des autres (que l'on ne peut a priori, de toute évidence, qualifier de « riches »). En fonction des *mahali*, c'est tantôt le « haut », comme à Peshtera, tantôt le cœur du centre, comme à Pazardzhik, qui réunissent les habitants les plus pauvres. Cela est nettement visible par les types de logements qui sont beaucoup plus précaires, délabrés voire démembrés dans ces zones-ci. Il est intéressant de noter que ces habitants se trouvent donc encore plus « en marge », car plus éloignés de la ville-même, puisque s'inscrivant alors dans les marges de la marge.

Le quotidien est ainsi circonscrit par le territoire de la *mahala*, ou par un territoire formé par plusieurs *mahali* géographiquement proches et donc aisément connectées. Les conséquences pour les Roms en termes de positionnement dans la société et de rapport aux institutions sont alors indéniables. Cela favorise, par le jeu du cercle vicieux, une dénégaration de

l'État-nation et un fort repli sur soi, ou plutôt un recentrement dans un entre-soi dessiné par les contours de la *mahala*. On remarque en effet dans les discours des habitants une mise à distance, dans leurs façons de concevoir leurs vies, de tout ce qui est « politique » et de tout ce qui constitue l'armature de la société (désigné par le terme « *mafilya* »). L'État, en tant qu'instance régulatrice, est « absent » chez ces habitants, qui à la fois subissent et construisent cette distance. Cependant, ils se reconnaissent comme faisant partie de la société bulgare, tout en portant sur elle un regard extérieur, détaché de ce qu'il s'y trame, comme si cela ne les concernait pas vraiment, car pas directement. Cette posture est à mettre en lien avec leur place dans la société : ils ne semblent plus rien attendre de l'État, ce qui peut s'expliquer par leurs expériences de la scolarité et de l'emploi notamment, toutes deux assez négatives.

Les vies des Roms dans cet entre-soi sont fortement organisées autour de la famille, qui est l'institution centrale structurant et régissant le quotidien, de par les multiples liens familiaux sans cesse cultivés et réactivés. Elle est au fondement de leur sentiment d'appartenance, de leurs sociabilités et de l'organisation de l'espace dans les *mahali*. Les liens interfamiliaux sont cruciaux en termes de vie sociale et économique. Les alliances entre familles, par le biais des mariages, permettent d'assurer ces liens, de les renforcer, ou au contraire de les éviter (en excluant du champ du mariage certains voisins). Majoritairement, ces mariages ne sont pas contractés officiellement mais uniquement célébrés dans l'entre-soi des *mahali*, ce qui peut être compris comme un marqueur supplémentaire du rapport distancié des Roms à l'État, perçu ici comme inutile. En outre, les *mahali* fonctionnant comme un territoire au sein duquel se trame une vie sociale dense, des tensions, des inimitiés voire des rivalités existent. Certaines familles ou personnes ne se côtoient pas particulièrement, quand d'autres ne se parlent pas volontairement. Les raisons peuvent concerner des litiges fonciers, économiques, un manque de respect à une parole donnée, ou un mauvais comportement d'une personne. La stratification sociale et les divers sentiments d'appartenance sont donc très importants. Ces dynamiques de sociabilités interfamiliales induisant une hiérarchisation socioéconomique permettent aux Roms de se positionner, de prendre place dans cet entre-soi.

À cette ségrégation spatiale s'ajoutent d'autres éléments à prendre en compte pour cerner l'habiter des Roms des *mahali* en Bulgarie. Ces derniers occupent une place au bas de la hiérarchie sociale du pays, leurs

conditions de vie étant marquées par une forte précarité et une exclusion sociale, spatiale et économique. En effet, les quartiers roms n'offrent que peu d'opportunités économiques et la qualité de l'éducation dans les écoles des *mahali* est très médiocre. Ainsi nombreux sont ceux qui disent ressentir ce qu'ils appellent du « racisme ». C'est le cas d'Asen, 26 ans, expliquant qu'il n'a jamais pu trouver du travail : « *Moi j'ai la peau blanche alors quand je vais dans les usines pour demander du travail, ils pensent pas que je suis Tsigane. Mais ils me demandent où j'habite, je suis obligé de leur dire que je viens de la mahala, et ils veulent plus de moi, ils me disent que finalement ils cherchent personne. Ils sont comme ça, les Bulgares, ils pensent qu'on va tout voler dans l'usine, ou qu'on va faire des scandales...* ».

Les Roms sont des sujets minorisés perçus comme étant passifs, éteints ou apathiques socialement. Cette perception potentielle est à comprendre en lien avec l'état des opportunités économiques quasi nulles qui sont les leurs dans la société bulgare actuelle, ainsi qu'avec l'état des interactions entre Roms et « non-Roms » marquées par le stigmate dont sont entachés les premiers. Tout se passe donc, en Bulgarie, comme si les Roms étaient coincés, bloqués par cette frontière multidimensionnelle (physique, économique, politique, sociale, symbolique...) qui, en les définissant comme minorisés stigmatisés, les empêche de se construire et de se réaliser autrement.

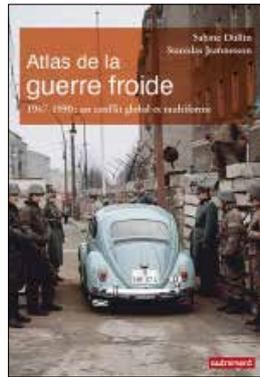
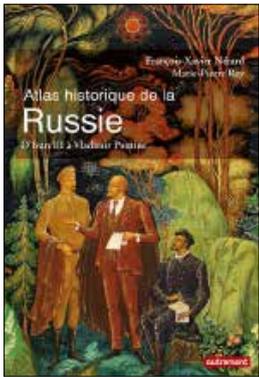
Mais d'une part, les vies quotidiennes dans l'entre-soi ne sont pas suffisantes pour permettre la survie économique des Roms, et d'autre part, ces derniers ne se contentent pas de subir, passivement, cette expérience subjectivante qui les minorise et les marginalise. En effet, les Roms bulgares, qui se sentent néanmoins faire entièrement partie de la société bulgare en cours d'européanisation, sont aux prises directes avec les nouveaux buts et valeurs partagés par l'ensemble de leurs concitoyens (en termes de consommation notamment).

C'est à l'aune de ces expériences de liminalité qu'il convient de lire la condition des Roms en Bulgarie : ils ne sont pas tout à fait dans la société, de par le processus de marginalisation qu'ils connaissent, ni tout à fait en dehors étant donné qu'ils en partagent largement les buts, les difficultés, les codes culturels et les espoirs. Dans ce contexte, l'ouverture des frontières, suite à l'intégration de la Bulgarie dans l'Union européenne, est donc celle des possibles pour les Roms bulgares, en vue d'agir concrètement sur leur quotidien et pour prendre place dans le monde global et globalisé.

Lire

François-Xavier Nérard et Marie-Pierre Rey, *Atlas historique de la Russie. D'Ivan III à Vladimir Poutine*, Paris, Autrement, 2017, 96 p.

Sabine Dullin, Stanislas Jeannesson et Jérémie Tamiatto, *Atlas de la guerre froide 1947-1990. Un conflit global et multiforme*, Paris, Autrement, 2017, 96 p.



On n'aurait pas rêvé mieux pour accompagner ce dossier sur les enjeux territoriaux que ces deux atlas récemment publiés aux éditions Autrement.

Grâce à plus de 90 cartes et infographies inédites, le premier propose une traversée historique d'Ivan III à la période contemporaine de Vladimir Poutine. Le lecteur découvre donc une lente expansion de la Russie, déterminée notamment par les contraintes physiques du milieu naturel de l'Eurasie. Cette expansion territoriale se traduit également par une forte vulnérabilité : des guerres notamment avec la Pologne, la Suède, l'Empire ottoman, le Japon, jalonnent l'histoire de ce pays. Le XVII^e siècle voit l'avènement de l'empire russe avec ses « *traits essentiels qui feront son histoire séculaire : un régime autocratique, une structure impériale, la prédominance de la foi orthodoxe, un ordre socio-économique reposant sur l'asservissement des campagnes* ». La période 1917-1991 qui s'ensuit constitue à la fois

« une parenthèse soviétique » (expression qui apparaît comme un des titres, accompagnée d'un point d'interrogation), mais on ne peut que noter certaines permanences dans la « nouvelle Russie » tant « dans le personnel politique, dans la gestion de l'économie que dans les mentalités ». Plusieurs cartes rendent compte de cet héritage dont celles qui visualisent la mémoire toujours vivante de la Grande guerre patriotique dont la promotion demeure une des clés de voûte des politiques de mémoire de l'actuel président russe.

La fin de la Seconde Guerre mondiale constitue le moment précis où le lecteur découvre le second atlas puisqu'il est consacré, lui, à la guerre froide. Cet « équilibre de la terreur », qui pourtant ne débouchera jamais directement sur un conflit ouvert, est analysé sous des entrées diverses : comme conflit entre l'Est et l'Ouest, comme conflit global avec des crises et contestations, comme moment de « conquête des cœurs et des esprits » avec sa culture, sa propagande et ses représentations. Ce conflit global mais aussi multiforme débouchera *in fine* sur un démantèlement du bloc communiste, processus amorcé avec l'élection de Mikhaïl Gorbatchev en 1985. Cette passionnante traversée que propose cet atlas inédit ne se termine pourtant pas en 1991 : judicieusement, l'ouvrage interroge l'héritage de la guerre froide notamment par rapport à l'impérialisme américain, désormais sans rivaux, et l'émergence des conflits, tant de basse-intensité que « chauds », au Moyen-Orient, en Afrique et même en Europe.

Ewa Tartakowsky

Kevin Limonier, *Archipel des savants. Histoire des anciennes villes d'élite du complexe scientifique soviétique*, Paris, Éditions B2, 2018, 88 p.

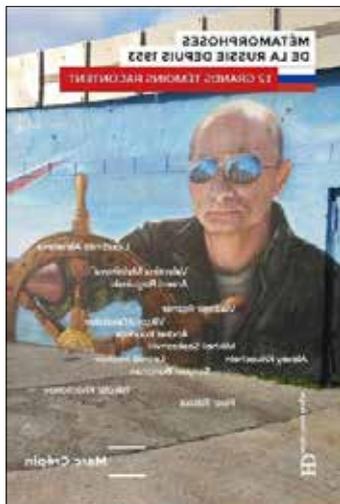


L'Union soviétique compte plusieurs archipels : à celui du Goulag, décrit par Alexandre Soljenitsyne, s'ajoute celui des savants qui, à partir des années 1950, conçoivent et construisent fusées, réacteurs nucléaires, accélérateurs de particules, ordinateurs... Paradoxalement, les deux ont un lien. Ils participent tous deux du projet scientifique de l'URSS. De fait, « *après-guerre une part importante des recherches "sensibles" s'effectue ainsi dans des laboratoires pénitenciers dépendant du Goulag* », appelés *charachki*. La mort de Joseph Staline donne lieu à une réorganisation de la recherche stratégique. Non seulement, « *la plupart des charachki sont quant à elles transformées en instituts ou intégrées à des administrations plus grandes* », mais le pays se lance dans une construction sans

précédent de villes dans des régions parfois très reculées, cités devant accueillir la fine fleur de la recherche stratégique de l'empire soviétique. Un cosmodrome, celui qui voit le lancement de Spoutnik 1 ainsi que la propulsion de Gagarine en 1957, est installé à Baïkanour ; un centre de recherche nucléaire voit le jour à Doubna et la première centrale nucléaire au monde à Obninsk ; on construit des moteurs à fusées à Khimki, près de Moscou... Toutes ces villes bénéficient d'infrastructures urbaines de pointe : habitations modernes, « *pourvues de meubles tchécoslovaques ou hongrois, reconnus pour leur qualité* », équipements sportifs... Mais cette réalité n'échappe pas à d'autres politiques de l'URSS, tout aussi stratégiques dans le contexte de la guerre froide : dissimulation cartographique (le cosmodrome de Baïkanour se trouve en fait dans un lieu-dit Tjuratam), fonctionnalisme territorial qui implique la gestion des infrastructures urbaines par les « *entreprises municipales* ». Autant dire la mise au secret et contrôle, qui participe d'une constitution d'identités singulières sur le plan social. Aujourd'hui, « *ces villes sont devenues des territoires de la puissance retrouvée* », célébrées et rénovées. Lisons donc ce petit ouvrage car, outre l'aspect de curiosité, étudier cet archipel des savants constitue « *une entrée géographique privilégiée pour comprendre certains des mécanismes conduisant à la réaffirmation de la Russie comme acteur incontournable de la scène internationale* ».

ET

Marc Crépin, *Métamorphoses de la Russie depuis 1953, douze grands témoins racontent*, Paris, HD ateliers Henri Dougier, 2017, 142 p.



Ancien correspondant de Radio France à Moscou, Marc Crépin s'est intéressé aux évolutions politiques et donc sociétales qu'a connu la Russie, anciennement l'URSS, depuis la mort de Joseph Staline en mars 1953 jusqu'à l'avènement de Vladimir Poutine à la fonction suprême et à son maintien au pouvoir depuis les années 2000. Loin d'être un livre d'histoire, cet ouvrage se veut le récit de douze témoins choisis par l'auteur parmi des dissidents, des députés membres du parti, des militaires et cosmonautes, des membres d'ONG ou d'anciens présidents.

« *Leur mémoire est quelquefois imprécise ; comme souvent, elle fait la toilette du souvenir* », annonce l'auteur. Cela n'empêche pourtant pas le lecteur des *Métamorphoses de la Russie* de se plonger dans cent quarante pages de souvenirs de ce qui a été, ce qui n'est plus, ce « quelque chose » qui perdure et imprègne la société russe actuelle.

Ce qui transparait à travers ces témoignages parfois de manière voilée, souvent

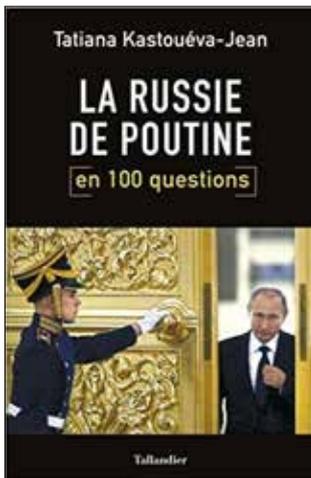
de manière plus claire, c'est la mise en place de l'idéologie soviétique notamment sous l'ère stalinienne. Les témoins entremêlent leur histoire à la « grande histoire » : soixante-dix ans de communisme auquel beaucoup ont cru et ont été déçus. La fin de l'ouvrage est consacrée aux témoignages de l'ancien président géorgien M. Saakashvili et de Piotr Tolstoï, l'arrière-petit-fils du grand écrivain, portant sur l'actuel dirigeant russe, Vladimir Poutine. Le succès et la permanence au pouvoir de ce dernier apparaissent comme une rémanence de l'époque soviétique de plus en plus vivace d'autant que ce dirigeant adopte une politique qui réveille le sentiment de fierté nationale enfoui depuis le démantèlement de l'URSS (l'annexion de la Crimée par exemple a ainsi redonné le sentiment aux Russes d'appartenir à un grand pays). Mais raviver la flamme du souvenir s'accompagne de processus moins glorieux, héritiers directs de l'ancienne idéologie tels que la censure et l'impossibilité pour les opposants de s'exprimer sans être qualifiés de « traîtres ».

L'ouvrage de Marc Crépin, à travers le choix des différents témoignages, participe à reconstruire toute cette palette de sentiments et de ressentiments à l'égard de ce que fut le système soviétique qu'il est bon de lire et relire pour mieux s'en souvenir. Camille Garindollars. Une rançon qui n'arrivera jamais...

Car être otage c'est avant tout compter les jours, pour ne pas perdre le fil d'un temps qui ne passe pas. « *Je passe ma soirée à raconter mon enlèvement, ma captivité et mon évasion, en long et en large... à un radiateur* ». Durant plus de 400 pages, l'auteur nous fait ressentir le vide et l'attente sans que le lecteur ne s'ennuie. Un album prenant et réussi qui vous tiendra en haleine tout l'été !

Camille Garin

Tatiana Kastouéva-Jean, *La Russie de Poutine en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2018, 352 p.



Y a-t-il une opposition en Russie ? Les oligarques russes ont-ils encore de l'influence politique ? Peut-on parler d'une nouvelle guerre froide entre la Russie et l'Occident ? Pourquoi Vladimir Poutine est-il populaire ? En quoi croit la jeunesse russe ? Quand les sanctions seront-elles levées ? Autant de questions que pose Tatiana Kastoueva-Jean, directrice du Centre Russie/NEI de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et spécialiste des politiques intérieure et étrangère russes, à la veille des élections présidentielles russes. En effet, la Russie semble se trouver à une nouvelle croisée des chemins. Si pour beaucoup

Russie rime avec Vladimir Poutine, il serait trop simpliste de la résumer ainsi. Complexe et diverse, la Russie est riche de nombreuses ethnies, religions, et cultures. En proie à une décroissance démographique, à la radicalisation dans certaines régions, à une situation sanitaire inquiétante, ou encore à une corruption endémique, la situation interne russe ne connaît pas les mêmes succès que la politique externe. Acteur de premier plan sur la scène internationale depuis quelques années, la Russie n'est plus une puissance régionale en déclin comme on pouvait le penser. Avec deux conflits menés à la fois en Ukraine et sur le front syrien, Moscou a fait appel à ses nouvelles capacités militaires pour s'imposer sur l'échiquier mondial. V. Poutine a réussi le tour de force de devenir incontournable sur les dossiers mondiaux. Pour comprendre la Russie contemporaine, il faut mêler l'analyse de la politique extérieure à celle des enjeux internes, ce que fait Tatiana Kastoueva-Jean avec brio. L'auteure dresse une image synthétique et ô combien complète de ce pays. Ne simplifiant pas à outrance la complexité russe, cet ouvrage s'adresse à un public large et décrit avec justesse les enjeux et défis qui se dessinent pour la Russie de Poutine, mais aussi celle de « l'après ».

Camille Coatalem-Serikoff